

VEILLE STRATÉGIQUE INTERNATIONALE

L'actualité mondiale en quelques points

DÉFINSEEC



NUMÉRO 30 - MI-AVRIL 2023



SOMMAIRE

3 **EUROPE**
par Bastien POULIQUEN, Aurélie LAFEIL et Titouan BARRILLÈRE
- correction par Bastien POULIQUEN

6 **MOYEN ORIENT**
par Amandine PRINTZ, Alexis TOESCA, Louis PICOULEAU
- correction par Louis PICOULEAU

9 **AFRIQUE**
par Lola MORAIS, Maxime DUPINET
- correction par Clémence FROMONT

12 **ASIE**
par Rodolphe UGUEN, Arthur MARGAROT
- correction par Clémence FROMONT

15 **AMÉRIQUES**
par Elina QUILLET, Bertille RASCHKE, Neary VONG
- correction par Bertille RASCHKE

18 **AEROSPACE & CYBERSECURITY**
par Faustine DORINET
- correction par Jade DELHAYE

20 **ARMEMENT**
par Loris CORNUAULT
- correction par Clémence FROMONT

RÉDACTRICE EN CHEF ET CORRECTION

Clémence FROMONT et Loéva HUBERT

MISE EN PAGE

Emma ROLLAND DE RENGERVÉ

NOUVELLES AVANCÉES POUR LE FUTUR PORTE-AVION FRANÇAIS

Dans une interview ce 1er avril, le ministre de la défense Sébastien Lecornu a confirmé le lancement de la réalisation du porte-avions français de nouvelle génération (PA-NG) à l'horizon 2025-2026. Les travaux seront dirigés par Naval group et les Chantiers de l'Atlantique, en partenariat avec TechnicAtome pour la question des chaufferies nucléaires. Le ministre estime que les premiers essais se dérouleront vers 2026-2037 pour une mise en service dès 2038. Ce calendrier est contraint par la sortie de flotte du Charles de Gaulle prévu pour 2038, l'objectif ici est d'éviter à tout prix l'apparition d'un trou capacitaire qui serait accompagné de pertes de compétences.

Sans nous attarder trop longtemps sur le sujet, nous pouvons brièvement rappeler les caractéristiques du projet. Long de 310 mètres pour un tonnage de 75 000 tonnes (52 500 t pour le Charles de Gaulle), le PA-NG devrait être le plus imposant porte-avions jamais construit en Europe. Il sera équipé de 2 chaufferies nucléaires ainsi que des systèmes de dernière génération de catapultes (EMALS) et de brins d'arrêt (AAG) de l'américain General Atomic. Quant à ses capacités d'emport, on les estime à au moins 30 rafales marines, 2 ou 3 avions de guet aérien E-2D Hawkeye ainsi que des hélicoptères et des drones aériens, ce qui ferait au total, une quarantaine d'aéronefs.

Cependant le projet de PA-NG ne signifie pas l'abandon du Charles de Gaulle. Nous pouvons penser à la campagne d'aguerrissement des élèves de l'EAR (Ecole de l'Aviation Embarquée) menée la semaine du 21 depuis sa base de Toulon. Le 30 mars, un exercice de ravitaillement a également été mis en place avec le Jacques Chevalier, premier et seul - pour le moment - de la classe BRF (Bâtiment Ravitailleur de Force), qui représente le futur du ravitaillement français.



Bastien POULIQUEN

EUROPE

LA POLOGNE SE DÉMARQUE

La Pologne « *aura à terme une armée qui pourrait être mieux équipée que l'armée française* ». Selon les propos de Léo Périat, chercheur à l'institut français des relations internationales (Ifri), ce pays d'Europe de l'est serait bien décidé à faire valoir sa puissance militaire à l'Europe entière.

Membre de l'OTAN et de l'Union européenne, la Pologne a des frontières communes avec : l'Allemagne, la Slovaquie, la Tchéquie, la Lituanie, la Biélorussie, l'Ukraine et la Russie.

Depuis le début de la guerre en Ukraine, elle soutient financièrement et diplomatiquement le pays agressé. Ainsi, le 24 mars 2023, 4 avions chasseurs-bombardiers MiG-29 ont été acheminés en l'Ukraine. Cette aide intervient suite aux nombreuses demandes du président ukrainien Volodymyr Zelensky. Ce conflit a dévoilé le déséquilibre entre les deux pays belligérants ; par exemple l'Ukraine comptabilisait 69 avions de chasse contre un peu plus de 770 pour les russes selon Global Fire Power.

Cette première cargaison ne pourra pas permettre à l'Ukraine de rivaliser avec son ennemi. Toutefois l'envoi d'avions de chasse avait toujours été écarté par les pays membres de l'OTAN afin d'éviter tous problèmes militaires et politiques. La Pologne ouvre peut-être la voie vers une aide aérienne plus intense.



La Pologne vise à devenir la plus grande puissance terrestre d'Europe. Pour atteindre son objectif, elle multiplie les contrats sur l'armement. Elle obtient un accord de trois milliards de dollars avec les États-Unis. Elle a également passé une importante commande de 40 chars Abrahams et obtient des renforts terrestres, avec une arrivée sur le sol roumain et polonais de 3 000 soldats américains. On peut noter une commande massive à la Corée du Sud de : 1 000 blindés, 600 obusiers, 300 lance-roquettes... De plus, la Pologne élargie ses relations internationales, avec de nouveaux investissements venus de Corée du Sud, visant à bonifier son économie et à valoriser sa puissance. L'entreprise Korea hydro & nuclear power en est un exemple, de fait, elle construit depuis 2022 des centrales nucléaires en Pologne.

Ces nouveaux accords financiers, commerciaux et militaires donnent du poids au niveau continental et mondial à la Pologne. Les futurs politiques du pays pourraient bien devenir une clé de lecture pertinente des évolutions de l'Europe dans le domaine militaire.

Aurélie LAFEIL

L'ARMÉE REÇOIT SES PREMIERS SERVAL AU SERVICE ACTIF

Le 3ème Régiment de Parachutistes d'Infanterie de Marine (RPIMa) a reçu, jeudi 30 mars, ses premiers blindés légers Serval. Au total, 32 blindés ont été reçus par le 3ème RPIMa. 119 devraient être livrés avant la fin de l'année. Ainsi, 364 Serval équiperont l'armée de terre d'ici 2025, elle espère en posséder 978 d'ici 2030.

Le Serval est un VBMR (Véhicule Blindé Multi Rôle) léger, prévu pour remplacer une partie des vénérables VAB (Véhicules de l'Avant Blindé) en service depuis les années 70. Il rentre dans le cadre du programme SCORPION visant à moderniser l'armée de terre.

Le Serval est le fruit d'une collaboration entre Nexter et Texelis à la demande du ministère des Armées. Plus léger que son homologue, le VBMR Griffon (17 tonnes pour le Serval contre 24,5 pour le Griffon), il sera principalement décliné en quatre versions : une de patrouille, une de reconnaissance et de renseignement, une de relais de communication et enfin une de guerre électronique. À noter qu'il aura bien plus de sous-variantes tels que des Serval Sanitaires ou encore poste de commandement (PC). Dû à sa « petite » taille, sa légèreté, sa transmission 4x4 et son puissant moteur, nul doute qu'il pourra se déplacer rapidement et agilement sur un champ de bataille, le rendant parfait pour de la reconnaissance ou pour sécuriser rapidement une position.

De plus, il intègre un équipement électronique dernière génération et est doté du système de combat collaboratif SCORPION, permettant un échange d'information en temps réel, améliorant le temps de réactivité des unités et permettant une meilleure coordination.

Dans sa version la plus commune de patrouille, il peut transporter huit soldats en plus de ses deux membres d'équipages. Armé d'un tourelleau téléopéré de 12,7mm, il saura apporter un soutien efficace à l'infanterie et assurer sa défense face à cette dernière.

Ce véhicule est conçu pour résister principalement à des IED (Engin Explosif Improvisé) et aux mines, il embarque un détecteur de menace pouvant identifier l'origine d'un tir et déclencher son système de protection active avec ses lances fumigènes GALIX.



Le Serval n'est donc pas une simple amélioration du VAB, mais un système de combat à part entière, connecté avec le reste des forces et répondant au besoin des régiments comme le 3ème RPIMa, ayant besoin de véhicules plus légers et mobile que le Griffon.

Titouan Barillère

MOYEN-ORIENT

LA PROBLÉMATIQUE DU CHANGEMENT D'HEURE AU LIBAN, SYMBOLE DE LA FRACTURE NATIONALE

Alors que dans la nuit du 25 au 26 mars la France passait à l'heure d'été, le Liban, lui, restait bloqué entre l'heure d'hiver et l'heure d'été. Le gouvernement de Najib Mikati avait décidé de reporter le 23 mars dernier, de plus d'un mois le changement d'heure sans donner de raisons particulières. À la suite de cette décision, sans plus de précision, de nombreux aéroports, gares, et Libanais ne savaient plus sur quelle heure utiliser et se sont donc mis sur les deux fuseaux horaires. Cette confusion totale a entraîné des perturbations aériennes et économiques dont la moitié des secteurs étaient passés à l'heure d'été alors que les banques et l'État étaient, eux, restés à l'heure d'hiver. Le premier ministre libanais avait fini par préciser que cette mesure avait pour but de diminuer la durée du jeûne en plein ramadan, commencé le 23 mars.



Face au tollé que cette décision a provoqué, en particulier au sein de la communauté chrétienne qui représente plus de 50% de la population libanaise, le gouvernement a décidé de retirer cette mesure à la suite d'un conseil des ministres. Le Liban passera donc à son tour à l'heure d'été dans la nuit du 3 au 4 avril. Si le motif de cette crise peut paraître burlesque, il a cependant réveillé des tensions communautaires dans un pays en crise depuis maintenant plus de trois ans. Les oppositions au gouvernement ont dénoncé une décision prise sans concertation et les communautés chrétiennes ont annoncé refuser de se soumettre à la décision du premier ministre.

Un recours devant le conseil constitutionnel a même été initié par un député du parti chrétien des Forces libanaises, Razi el-Hage. Cette situation met en lumière la fragilité de l'équilibre social sur lequel repose la société libanaise mais aussi la faiblesse de l'État qui peine à imposer ses propres décisions et ce, même au sein de son propre gouvernement.

Amandine PRINTZ

MOYEN-ORIENT

ISRAËL : NETANYAHU ANNONCE UNE PAUSE SUR LA TRÈS CONTESTÉE RÉFORME DE LA JUSTICE

Lundi 28 mars, le premier ministre israélien a annoncé le report au mois prochain des débats parlementaires sur la réforme récente de la justice. Ce report intervient à la suite d'intenses manifestations qui durent depuis trois mois pour contester la réforme antidémocratique. En effet, la veille, le limogeage du ministre de la Défense Yoav Gallant, partisan pour geler la réforme, a provoqué des manifestations spontanées dans le pays.

Ce sont 300.000 personnes qui se sont rassemblées près du Knesset, marchant vers la résidence du premier ministre et bloquant plusieurs axes routiers. C'est dans ce contexte que Netanyahu a été contraint de reporter l'examen parlementaire de la réforme. Dans le même temps, la coalition du président semble être fragilisée depuis le limogeage du ministre de la Défense. En effet, le consul général d'Israël à New York, Asaf Zamir, a indiqué sa démission et d'autres ministres, et députés de son parti (Likoud), ont appelé à ralentir la réforme ainsi que le président d'Israël, Isaac Herzog. Cette décision marque une relative pause pour ralentir le mouvement de contestation car à la suite de cette annonce, les syndicats ont annulé leur volonté de paralyser le pays.



Cependant, les manifestations devraient continuer du fait que Netanyahu soit déterminé à faire appliquer sa réforme. Réforme lui permettant d'avoir l'immunité face à une justice qui souhaite l'inculper pour corruption. Pour rappel, la réforme vise à retirer les pouvoirs de la cour suprême en sa qualité de contrôleur du parlement et du gouvernement et d'accroître le pouvoir des élus sur celui des magistrats. Cette réforme est qualifiée par l'opposition et les médias étrangers comme une atteinte à la démocratie israélienne.

Alexis TOESCA

MOYEN-ORIENT

ÉMIRATS ARABES UNIS : MBZ CONFIRME LA MAINMISE SUR SA SUCCESSION

Depuis sa création en 1971, la présidence de la fédération émiratie a été toujours assumée par l'émir d'Abou Dhabi, la plus puissante des sept principautés. De fait, mercredi 29 mars, Mohammed ben Zayed Al Nahyane (MBZ), président des Émirats Arabes Unis et émir d'Abou Dhabi, a décidé de désigner son fils aîné Khaled ben Mohammed comme héritier au trône. Un an seulement après son accession au pouvoir, MBZ décide, dans la même logique que son voisin saoudien, de projeter sa pétro-monarchie dans le futur. En effet, à l'annonce du vœu d'allégeance, le quotidien émirati Al-Ittihad, qualifie le prince héritier comme celui qui « incarne la vision d'une nouvelle génération qui se projette dans l'avenir ». À l'avant-garde de la montée en puissance du Golfe sur la scène internationale, la question de la succession constitue un élément fondateur pour la pérennité de la région comme l'entend le clan de MBZ. Ce même clan a joui, depuis l'annonce de celui qui fut le chef de la sécurité nationale depuis 2016 comme futur successeur de son père, de plusieurs nominations stratégiques dans l'appareil étatique. La nomination très en amont renforce alors la sureté du transfert de pouvoir et donc mécaniquement la stabilité du pays, rendant difficile de manière préventive toute compétition de l'entourage.

Les Émirats Arabes Unis connaissent ces dernières années une forte ascension diplomatique et militaire qui les ont placés au cœur de la géopolitique du Moyen-Orient. Cette position de force et de maintien d'une relative stabilité du Golfe a été notamment permise par les relations qui unissent les Émirats Arabes Unis aux États-Unis depuis la signature des accords d'Abraham en 2020. Traitant de la question israélienne, ces accords ont permis le retrait des États-Unis dans la zone, au profit d'une plus forte intensification dans les relations sino-étasuniennes. Alliés de l'Arabie Saoudite, les Émirats Arabes Unis de MBZ ont conjointement mené une coalition contre les rebelles houthis au Yémen dès 2015.



Considérés comme hostile aux soulèvements des Printemps arabe de 2011, MBZ et sa succession peuvent compter sur la richesse pétrolière d'Abou Dhabi et sur ses relations avec l'Égypte d'Abdel Fattah al-Sissi pour continuer d'affirmer sa puissance au Moyen-Orient où les cartes sont sans cesse rebattues.

Louis PICOULEAU

AFRIQUE

LIBÉRATION DU JOURNALISTE OLIVIER DUBOIS

Olivier Dubois était le dernier journaliste Français dans le monde retenu comme otage, après avoir été enlevé à Gao au Mali le 8 Avril 2021. Pour rappel, il est enlevé au Nord du Mali, par le Groupe de Soutien à l'Islam et aux Musulmans (GSIM), qui est une alliance djihadiste au Sahel, liée à Al-Qaïda. Il avait lui-même annoncé son enlèvement dans une vidéo diffusée sur les réseaux sociaux le 5 mai 2021. Après être resté en captivité 23 mois, le journaliste est enfin libéré le lundi 20 mars 2023. Il est rapatrié en France par avion, et accueilli à l'aéroport militaire de Villacoublay par sa famille ainsi que le président Emmanuel Macron. Sa libération est un immense soulagement pour lui et sa famille. Lors de son arrivée en France, il témoigne en expliquant ne pas avoir été torturé ni maltraité ou humilié physiquement. Il explique aussi que malgré sa fatigue il se sent bien. Le journaliste indépendant a aussi tenu à remercier Radio France Internationale, car le journal n'a cessé de diffuser des messages de ses proches espérant qu'il puisse les entendre.

Le journaliste Olivier Dubois a été libéré au Niger. Il a été difficile de le libérer car les négociations se sont amplement compliquées après le putsch qui a mis le colonel Assimi Goïta au pouvoir à Bamako, le 24 mai 2021. Les relations entre la France et le Mali se sont détériorées. En quelques mois, l'opération Barkhane a dû quitter le pays et l'ambassadeur de France, Joël Meyer, a été expulsé. La France a ainsi dû miser sur ses relations avec le Niger pour faire libérer Olivier Dubois. A la suite de la libération d'Olivier Dubois, le premier ministre malien s'est exprimé en expliquant que le Mali a aidé dans la libération du journaliste, en contredisant les rumeurs sur l'intervention de l'armée d'un autre pays. Lors de la libération de Olivier Dubois, un autre journaliste a été libéré, il s'agit de l'humanitaire américain Jeffery Woodke. Il avait été enlevé en octobre 2016. Il venait en aide à des populations nomades avec une ONG au Niger puis il a été transféré au Mali où il est resté en otage.



Lola MORAIS

AFRIQUE

DEUX JOURNALISTES FRANÇAISES EXPULSÉES PAR LA JUNTE BURKINABÉ

Ce samedi 1er avril, Sophie Douce et Agnès Faivre, deux journalistes françaises correspondantes pour *Le Monde Afrique* et *Libération* ont été expulsées du Burkina Faso. Et ce, seulement vingt-quatre heures après avoir subi un interrogatoire et reçu la visite d'agents de la direction de la sûreté (service de renseignement burkinabé) leur sommant de quitter le pays. Cette atteinte à la liberté de la presse constitue un nouveau « pied de nez » de la junte militaire, menée par le capitaine Traoré, à l'encontre de la France. A l'instar du Mali, le Burkina Faso avait déjà entrepris d'interdire la diffusion de Radio France Internationale et de France 24. Cette censure s'inscrit dans une volonté assumée par les deux pays d'un « traitement patriotique » de l'information, gommant ainsi toute mention à la milice Wagner ou encore aux pertes subies au combat contre les djihadistes.



Aussi, ce recul très important de la libre couverture médiatique s'étend à l'ensemble de la Bande Sahélo-Saharienne et aux nombreuses crises sécuritaires qu'elle traverse. En ce sens, le 3 avril dernier, Reporters sans frontières a publié un rapport pointant du doigt « la dégradation constante » des conditions de travail pour les journalistes de cette zone géographique comprenant aussi bien le Burkina Faso et le Mali que le Tchad, le Niger ou encore la Mauritanie.

Ce rapport fait mention de près de cent-vingt journalistes arrêtés entre 2013 et 2023, six disparus et cinq assassinés. Ce « traitement patriotique » de l'information donne libre cours à la désinformation mais plus inquiétant encore, favorise de manière conséquente le recul démocratique dans des pays déjà très instables.

Maxime DUPINET

SINGAPOUR : PETIT PAYS, GRANDS NAVIRES

Ouvert dans la cité-État, le 4ème sommet des technologies de défense de Singapour a eu lieu le 22 mars. Il a été organisé par l'Agence des Sciences et Technologies de la Défense (DSTA) de Singapour. En marge de ce sommet, Singapour a annoncé le co-développement de ses futures corvettes entre le DSTA et la société suédoise Saab, des vaisseaux qui auront vocation à remplacer les Corvettes de classe « Victory » qui servent depuis 1989. Mais cet accord vise également à développer les talents locaux dans la conception de navires de guerre grâce à des stages chez Saab, les ingénieurs et universitaires auront la possibilité d'approfondir leurs connaissances et envisagent la possibilité de réparer leurs navires eux même à l'avenir.

Officiellement, on ne connaît pas encore les caractéristiques techniques précises de ces navires mais on sait que ce seront des navires qui pourront se défendre à la surface de l'eau. Ils seront également tels que des vaisseau-mère pour les véhicules de surface ou aériens sans pilotes (UAV), (USV).

Officieusement, la conception sera basée sur les conceptions danoises d'Odense Maritime Technology (OMT) Iver Huitfeldt / Absalon et déplacera environ 10 000 tonnes à pleine charge. Les corvettes seront propulsées par un système électrique avancé. Les MRCV seront, enfin, assemblés à Singapour par ST Engineering.

Les navires devraient s'approvisionner en Europe pour son équipement militaire car les MRCV seront pour le moment équipés du radar Sea Fire de Thalès (groupe français) et des missiles sol-air ASTER (France) et VL Mica de MBDA (leader européen). Le premier navire devrait être livré d'ici 2025 pour une commande achevée d'ici 2030.

« Cela marque le début d'un partenariat passionnant avec Saab » a affirmé M. Eryyn Tan, directeur général de DSTA.

Avec un budget de 4% de son PIB soit 17 milliards de dollars par an la république de seulement 773km² n'a pas à pâlir face à ses partenaires de l'ASEAN, elle reste encore aujourd'hui un acteur à ne pas oublier dans le nouvel espace de l'Indopacifique.



Arthur Margat

L'ÉTAU SE RESSERRE SUR LA CHINE

La semaine dernière, lundi 03 avril, le bureau de presse philippin renforçait son alliance avec les États-Unis en annonçant un partage de quatre nouvelles bases militaires aux positions stratégiques.

Entre l'île de Taïwan que la Chine revendique, et la mer méridionale que Pékin considère comme sa propriété, les relations voisines en Asie du Sud et notamment sur les côtes du Pacifique, font l'objet de fortes tensions croissantes.



Les États-Unis, marionnettistes des résistants de la zone face à Pékin, a créé une véritable ceinture diplomatique autour du porte avion stratégique que représente Taïwan et les îles Philippines. Ainsi en renforçant leur partenariat dans ces zones du globe, les États-Unis ont obtenu le déploiement sur de nouvelles bases maritimes en territoire philippin, dont une à proximité de Taïwan, (base de Santa Ana à environ 400 km de l'île) et l'autre non loin de la mer de Chine méridionale au sein de l'archipel de Balabac, proche des îlots artificiels que la Chine construit pour agrandir sa Zone Économique Exclusive (ZEE).

Ces quatre bases renforcent une coopération déjà poussée pour contraindre Pékin dans ses rêves de superpuissance économique en accédant aux océans directement, ou d'annexer Taïwan que Xi Jinping considère comme territoire chinois. En effet, depuis 2014, les Américains ont déjà accès à cinq bases réparties sur les Philippines, comme convenu lors du pacte EDCA (accord de coopération renforcée en matière de défense). Sur ces bases, 500 militaires américains sont actifs, stationnés en complément des forces locales, ceci ajouté aux hommes déployés à l'intérieur du pays afin d'effectuer des manœuvres militaires conjointes. Les Usa investissent dès lors 82 millions de dollars dans les infrastructures militaires aux Philippines et semble vouloir augmenter ce budget.

Le bureau de presse a aussi indiqué qu'il s'agissait d'un accord "*approprié et mutuellement avantageux*", relativisant la défense locale tout en permettant la réactivité humanitaire en cas de crise. Pourtant cette décision effraie certain administrateur locaux comme le gouverneur de Cagayan, Manuel Mamba qui craint une réaction chinoise, en vertu des revendications sur Taïwan.

Rodolphe Uguen

RETOUR SUR LA VISITE DE XI JIN PING À MOSCOU

Les 20 et 21 mars derniers, le leader chinois Xi Jin Ping se rendait à Moscou pour rencontrer son homologue russe, Vladimir Poutine. Cette rencontre était basée avant tout sur un profond sentiment de paix et de coopération. Ce qui fut de courte durée car, ironiquement, les deux puissances se sont mises d'accord pour signer un communiqué commun dans lequel les États-Unis sont présentés comme une menace pour la sécurité mondiale. De quoi continuer à envenimer les relations, déjà plus que tendues, entre les trois superpuissances. Un important volet de coopération économique y figure également.

Les États-Unis, un danger pour la paix mondiale ?

En effet, Pékin et Moscou estiment que les États-Unis veulent « créer un système mondial de défense antimissile et déployer des missiles dans plusieurs pays du monde afin de conserver un avantage militaire unilatéral ». Aussi, le communiqué s'inquiète du « renforcement de la capacité d'armes non nucléaires de haute précision » dont Washington se rendrait coupable.

Vladimir Poutine, pourtant agité par la menace nucléaire à mesure que les pays occidentaux venaient en aide à l'Ukraine, a désormais adopté le langage de la Chine, inquiète d'un débordement irrattrapable. « *Les parties déclarent à nouveau qu'il ne peut y avoir de vainqueurs dans une guerre nucléaire, et que cette dernière ne doit jamais être déclenchée* », peut-on lire dans le texte commun. Stratégie commune ou véritables peurs ?



Alors que les occidentaux demeurent très réservés sur le plan de paix proposé par la Chine, accusant même Pékin d'envisager la livraison d'armes à la Russie. Vladimir Poutine a indiqué que l'initiative chinoise pouvait « servir de base à un règlement pacifique du conflit », mais que du fait d'un manque d'efforts de la part de l'Occident, celui-ci ne pourrait pas aboutir. Son homologue chinois a d'ailleurs ajouté que Pékin était « pour la paix et le dialogue » en Ukraine. Par ailleurs, le président russe a aussi menacé de « répliquer » si Londres fournissait à l'Ukraine des obus contenant de l'uranium appauvri, comme cela a été évoqué par une responsable britannique. Menace prise au sérieux par l'ensemble des pays occidentaux, ralliés à la cause de l'Ukraine.

Charly Hurier

AMÉRIQUES

DINA BOLUARTE : TOUJOURS PLUS ?

Le 7 décembre 2022, après la destitution du président Pedro Castillo par un vote du Parlement pour cause d' «incapacité morale», le chaos institutionnel était total. Accusé de corruption, de trafic d'influence et de délit d'organisation criminelle, le président est alors écarté au profit de la vice-présidente Dina Boluarte, qui lui succède en décembre 2022. En effet, conformément à la loi péruvienne, Dina Boluarte se doit de présider le pays jusqu'à la fin du mandat de Pedro Castillo initialement prévu jusqu'en 2026.



Pourtant, depuis le mois de mars, elle est accusée par le parquet péruvien de blanchiment et de financement illégal de campagne ainsi que de financement illégal d'organisations politiques et criminelles.

De plus, ces allégations surviennent après qu'un des anciens employés de sa campagne ait déclaré que la présidente Boluarte aurait financé une part de la campagne ainsi que certains voyages de Pedro Castillo en utilisant des fonds publics. Bien que la présidente ait immédiatement dénoncé ces accusations, les Péruviens doutent encore davantage d'une présidente qu'ils ne cessent de contester depuis janvier. Ces nouvelles accusations s'ajoutent à l'enquête déjà en cours dont elle fait l'objet : accusée d'infraction constitutionnelle pour avoir occupé un poste privé en même temps que son poste de fonctionnaire, Dina Boluarte croule sous les accusations. Il faut également ajouter à cela, sa mise en cause pour homicide et génocide liée à la mort de 46 manifestants à Lima, entre décembre et janvier.



Cependant, la présidente a tout de même salué le travail de la police qu'elle qualifie d'« irréprochable ». Le 7 mars dernier, elle a été entendue par la justice, mais les contenus de l'interrogatoire n'ont pas été rendus publics. Ces accusations ont été relayé par la Cour Pénale Internationale qui a déposé une plainte pour « crimes contre l'humanité » en janvier 2023. On peut se demander si ces accusations aboutiront à une destitution de la présidente Boluarte et qu'elles seraient les conséquences d'un tel acte en plein chaos politique et institutionnel au Pérou.

Elina Quillet

AMÉRIQUES

TAIWAN : UN NOUVEL ESPOIR EN AMÉRIQUE ?

Mercredi 29 mars, la présidente taiwanaise Tsai Ing-wen a atterri à New York pour une visite de 10 jours à travers le continent américain. Utilisant la politique du «stopping by» autorisant les officiels taiwanais à se rendre aux États-Unis de manière non officielle, la présidente de l'île s'est déjà rendue 4 fois aux États-Unis depuis sa prise de fonction en 2016. Depuis l'adoption de la loi 2018 sur les voyages à Taiwan sous l'administration Trump, les rencontres entre les deux pays se sont multipliées. Les États-Unis ne sont pas la seule cible de Taiwan, puisque la présidente Tsai a atterri ce vendredi au Guatemala et devrait également se rendre au Belize voisin la semaine prochaine.



Étant deux des 12 alliés internationaux restants au pays, le voyage dans ces deux États d'Amérique centrale est également une occasion rare d'exister sur une scène internationale et de promouvoir l'île démocratique auprès de ses alliés les plus importants, les États-Unis et l'Amérique centrale. En effet, sur les 14 alliés diplomatiques de Taïwan, 7 sont situés sur le continent américain : le Paraguay en Amérique du Sud, le Guatemala en Amérique centrale et Haïti, le Belize, Saint-Vincent-et-les-Grenadines, Saint-Kitts-et-Nevis et Sainte-Lucie au sein de la Communauté des Caraïbes (CARICOM). Toutefois, cette visite a lieu une semaine après que le Honduras ait officiellement renoué avec Pékin. Par ailleurs, la présidente Tsai devrait rencontrer le président de la Chambre des représentants, Kevin McCarthy, la semaine prochaine à Los Angeles, à la bibliothèque présidentielle Ronald Reagan, lors de son voyage de retour à Taïwan.

La Chine a déjà réagi brutalement à cette visite, déclarant que si la présidente Tsai rencontrait Kevin McCarthy, cela serait considéré comme «une nouvelle provocation qui viole gravement le principe d'une Chine unique, et porte atteinte à la souveraineté et à l'intégrité territoriale de la Chine». Néanmoins, Pékin n'a pas précisé comment elle entendait riposter, mais l'été dernier, après la visite de l'ancienne présidente de la Chambre des représentants, Nancy Pelosi, à Taïwan, Pékin avait organisé des exercices militaires sans précédent autour de l'île. Tsai Ing-wen a répondu mercredi à ces menaces chinoises en affirmant que Taïwan avait tout à fait le droit de «se connecter au monde». Elle a ajouté que «les pressions extérieures n'entraveront pas notre détermination à aller vers le monde. Nous sommes calmes et confiants, nous ne céderons pas et nous ne provoquerons pas».

Ainsi, nous pouvons nous demander quel serait le succès de cette visite. En Amérique latine, une région dont l'influence chinoise s'est accrue, les analystes estiment que Taïwan a peut-être déjà perdu la partie. En ce qui concerne les États-Unis, même si le président Biden a rétabli leur engagement militaire envers Taïwan en cas d'attaque armée de Pékin, l'exactitude de ces déclarations reste à vérifier.

Bertille RASCHKE

AMÉRIQUES

ÉQUATEUR : À L'ASSAUT DE LASSO

Mercredi 29 mars dernier, la Cour Constitutionnelle équatorienne donne le feu vert pour continuer les procédures à l'encontre du président de l'Équateur Guillermo Lasso. Ce dernier est, depuis début 2023, la cible d'accusations pour corruption par la majorité de l'opposition dirigée par l'ancien président Rafael Correa. Un rapport du média La Posta a effectivement révélé une supposée structure de corruption qui vise notamment l'accès à des charges publiques dans des entreprises étatiques par exemple pour Danilo Carrera, un des beaux-fils de Lasso. Le cas implique également Hernan Luque, l'ancien délégué du président dans la coordination d'entreprises, et l'entrepreneur Rubén Cherres, un proche de Danilo Carrera, visé en ce moment par une enquête pour narco trafic et ses affiliations au réseau de corruption étatique. Concrètement, Lasso fait face à des accusations supposées de délits contre l'administration publique et de malversation de fonds. La Commission de Fiscalisation du Congrès a été saisie pour recueillir des preuves.



Le vendredi 31 mars, deux jours après le feu vert de la Cour, Rubén Cherres, l'un des potentiels membres du réseau de corruption étatique, est retrouvé mort avec des impacts de balles dans le corps, en compagnie de deux autres corps, faisant entrer les enquêtes dans une toute autre dimension et complexifiant ses liens supposés par les autorités avec Lasso et Luque. La Cour suprême de justice équatorienne a donc décidé mercredi de laisser le champ libre pour une audience sur les accusations de détournement de fonds, mais a abandonné les charges relatives à des allégations d'abus de pouvoir.

A partir de l'approbation de la Cour constitutionnelle, l'Assemblée dispose d'un délai maximal de 45 jours pour rédiger un texte et organiser un scrutin. La destitution du chef de l'État ne sera possible que si l'Assemblée nationale s'y exprime favorable aux 2/3 de la chambre, soit 92 votes sur 132. Le pouvoir législatif a également la possibilité de faire appel au Ministère public et aux autres organismes de contrôle pour qu'ils enquêtent sur les dénonciations contre le président et qu'ils s'attellent à une potentielle instruction du Ministère public.

Il faut prendre en compte le fait que l'Assemblée équatorienne est en majorité composée de membres de l'opposition. La destitution de Lasso semble dès lors probable, car son parti, Movimiento CREO Ecuador, se trouve en minorité. Jusqu'à aujourd'hui, Lasso a refusé de se soumettre à ce jugement, indigné, et dénonçant une tentative d'atteinte à sa réputation. Il réitère son innocence face à ces accusations. Si sa destitution est approuvée, c'est le vice-président Alfredo Borrero qui pourrait prendre les rênes du pays. Pourtant, Lasso a une autre porte de sortie. La Constitution du pays établit que l'on peut dissoudre le Parlement et appeler à des nouvelles élections. Un mécanisme qui pourrait tout autant jouer en sa défaveur. Il faudra donc attendre les résultats du scrutin de l'Assemblée pour connaître le futur du gouvernement équatorien en proie à un ouragan judiciaire.

Neary VONG

AÉROSPACE

AIRBUS PARVIENT À GUIDER ET À CONTRÔLER UN DRONE DE MANIÈRE AUTONOME EN VOL À PARTIR D'UN AVION RAVITAILLEUR

Airbus Defence and Space et sa filiale, Airbus UpNext, sont parvenus à guider et à contrôler un drone de manière autonome en vol à l'aide d'un A310 MRTT le 21 mars dernier. Ceci constitue la première étape vers le vol en formation autonome et le ravitaillement en vol autonome, constituant une avancée significative pour les futures opérations aériennes impliquant des aéronefs habités et non habités. Ces technologies pourraient à l'avenir être utilisées pour le système de combat aérien futur.

Pendant les six heures d'essais en vol, quatre drones cibles DT-25 ont été contrôlés et commandés de manière séquentielle grâce à des algorithmes d'intelligence artificielle et de contrôle coopératif, sans interaction humaine. La technologie Auto'Mate repose sur trois piliers :

- La navigation relative,
- La communication intra-vol,
- Les algorithmes de contrôle coopératif.

La technologie a été développée par une équipe européenne d'experts espagnols, allemands et français et sera utilisée dans des projets futurs tels que le Future Combat Air System (FCAS). Une deuxième campagne est prévue pour la fin de 2023 pour explorer l'utilisation de capteurs de navigation basés sur l'intelligence artificielle et d'algorithmes améliorés pour le vol en formation autonome et l'évitement des collisions. Une deuxième campagne d'essais en vol devrait avoir lieu en fin d'année pour démontrer la viabilité des systèmes.



ARMEMENT

LE RAFALE QUALIFIÉ AU STANDARD F4.1

L'avion de chasse Rafale est un bijou de technologie, doté de nombreuses fonctionnalités avancées qui le rendent redoutable sur le champ de bataille.

Pour monter une nouvelle fois de plus en gamme, le 13 mars 2023, la DGA a annoncé la qualification du standard F4.1 qui permet de faire entrer le Rafale dans l'ère du combat aérien collaboratif.

Que comprend ce nouveau standard ?

Ce nouveau standard apporte une évolution capacitaire avec l'intégration d'un viseur de casque Scorpion, un nouvel armement AASM 1000 kg, un renforcement de l'appareil face aux menaces cyber et une amélioration des conduites de tir.



D'après le ministère des armées, l'Armée de l'Air et de l'Espace, la Marine nationale et Dassault Aviation ont participé à la campagne d'essais au sein des centres d'expertises de la DGA. En effet, la première campagne d'essais a eu lieu au centre d'essais en vol de la DGA à Istres du 26 au 29 avril 2021, où huit missions complexes ont été effectuées permettant de tester la mise en œuvre des nouvelles fonctionnalités de combat coopératif. En décembre 2022, le Rafale au standard F3R a été livré à la DGA pour effectuer des mises à jour logicielles permettant de porter le premier Rafale au standard F4.1 en 2023. Ce premier Rafale a été réceptionné le 2 mars au Centre d'expertise aérienne militaire, sur la base aérienne 118 de Mont-de-Marsan. Mais cet essai va plus loin, ce premier avion est le début d'une longue série, le lieutenant-colonel Guillaume, commandant en second de l'Escadron de chasse et d'expérimentation nous dit : « D'autres avions tous neufs sortiront directement des chaînes de production Dassault, et viendront compléter le parc de chasseurs envoyés progressivement à Istres pour leur passage du standard F3R au F4.1 ».

L'expérimentation opérationnelle a débuté le 3 mars par l'escadron 1/30 Côte d'Argent afin de tester les capacités de ce nouveau standard et permettre une mise en service opérationnelle prévue à l'horizon 2024-2025. De plus, un premier embarquement à bord du porte-avions Charles de Gaulle est attendu pour des essais au cours du printemps.

Loris Cornuault

SOURCES

• EUROPE

○ **Nouvelles avancées pour le futur porte-avion français**

- Mer et Marine : Futur porte-avions français : le ministre des Armées confirme le calendrier. François Groizeleau. 04/03/2023.
- Mer et Marine : Le Charle de Gaulle achève sa campagne avec l'école de l'aviation embarquée. François Groizeleau. 03/04/2023
- Le Parisien : Nouveau porte-avions, loi de programmation militaire, Ukraine... Le ministre des Armées fait le point. Pauline Théveniaud et Henri Vernet. 01/04/2023

○ **L'armée reçoit ses premiers Serval au service actif**

- Opex 360 : Le 3e Régiment de Parachutistes d'Infanterie de Marine a reçu les premiers blindés Serval. Laurent Lagneau. 30/03/2023.
- Sud-Ouest : L'armée de Terre française reçoit ses premiers blindés légers Serval. 30/03/2023
- Armée de terre : Scorpion : arrivée des premiers Serval au 3e RPIMa. 30/03/2023.

○ **La Pologne se démarque**

- RFI : L'immense ambition militaire de la Pologne. 20/03/2023
- Euractiv : La Corée du Sud et la Pologne renforcent leurs liens économiques, militaires et énergétiques. Bartosz Sieniawski et Nikolaus J. Kurmayer. 02/12/2022.
- La croix : Entre la Pologne et l'Union européenne, les tensions perdurent. François d'Alançon. 27/03/2023

• MOYEN-ORIENT

○ **La problématique du changement d'heure au Liban, symbole de la fracture nationale**

- Le Monde : *Au Liban, même le passage à l'heure d'été est chaotique* – 27/03 ;
- MSN : *Liban : le changement du fuseau horaire tourne à la dispute confessionnelle* – 27/03.

○ **Israël : Netanyahu annonce une pause sur la très contestée réforme de la justice**

- Le Monde : *Réforme de la justice en Israël : Benjamin Nétanyahu acculé par la colère de la rue* - Clothilde Mraffko, 28/03 ;
- Le Figaro : *Réforme de la justice : Israël ne peut pas continuer sur cette voie prévient Joe Biden* - 29/03 ;
- French al Manar Tv : *Netanyahu, le roi Salomon et les deux mères d'un seul bébé* - Leila Mazboudi, 30/03.

○ **Émirats Arabes Unis : MBZ confirme la mainmise sur sa succession**

- Courrier International : *Emirats arabes unis : MBZ nomme son fils prince héritier et promeut ses frères* - 31/03 ;
- L'Orient-Le Jour : *Mohammad ben Zayed confirme la mainmise de sa lignée directe sur les EAU* - 30/03 ;
- France24 : *Le président des Émirats arabes unis désigne son fils aîné prince héritier d'Abu Dhabi* - 30/03.

SOURCES

- **AFRIQUE**

- **Libération du journaliste Olivier Dubois**

- Le Mali a joué un rôle dans la libération du journaliste Olivier Dubois, selon Choguel Maïga - RFI - 31/03/2023
- Olivier Dubois : du Mali au Niger, dans les coulisses de sa libération - Le Monde - 22/03/2023
- Olivier Dubois : après 711 jours de détention, le journaliste est de retour sur le sol français - France Info - 21/03/2023
- Mali : Le journaliste français Olivier Dubois a été libéré après 711 jours de captivité - 20 minutes - 20/03/2022

- **Deux journalistes françaises expulsées par la junte burkinabé**

- Les correspondantes du « Monde Afrique » et de « Libération » expulsées du Burkina Faso - Le Monde - 02/04/2023
- Au Burkina Faso, des journalistes toujours plus menacés - JeuneAfrique - 04/04/2023
- Au Sahel, des journalistes sous la pression des djihadistes et des autorités - Le Monde - 03/04/2023
- "Dans la peau d'un journaliste au Sahel" : une enquête de RSF sur les dangers qui menacent le journalisme dans cette région d'Afrique - RSF - 03/04/2023

- **XXXX**

- A
- B

- **ASIE**

- **Singapour : petits pays, Grands navires**

- Le courrier du Vietnam, Singapour organise le 4e Sommet des technologies de défense, 23/03/2023
- Meta Défense.fr, La nouvelle classe de super-frégates singapouriennes va accroître le tonnage de la Marine du pays de 70%, 30/03/2023
- Mer et Marine, Saab va participer à la conception des futures corvettes singapouriennes, 31/03/2023

- **L'étau se resserre sur la Chine**

- La croix, Philippines : quatre nouvelles bases militaires accessibles aux Etats-Unis
- Le figaro, Philippines : quatre nouvelles bases militaires pourront être utilisées par les États-Unis
- U.S. Department Of Defense, Philippines, U.S. Announce Locations of Four New EDCA Sites

- **Retour sur la visite de Xi Jin Ping à Moscou**

- Libération, Visite de Xi Jinping à Moscou : «Dans le conflit russo-occidental, la Chine prend le parti de la Russie», 22.03.2023
- Le Point, Cinq choses à savoir de la visite de Xi Jinping en Russie, 20.03.2023
- Le Monde, En visite à Moscou, Xi Jinping devrait apporter un soutien calculé à Vladimir Poutine, 20.03.2023
- L'express, Visite de Xi Jinping à Moscou : que faut-il retenir du sommet avec Poutine ?, 21.03.2023

SOURCES

• AMÉRIQUES

◦ Dina Boluarte : toujours plus ?

- "Peru prosecutors probe president, ex-president for alleged money laundering", *Reuters*. 29 mars 2023
- Afp, L. F. A. "Pérou : enquête pour blanchiment sur l'actuelle présidente", *Le Figaro*. 29 mars 2023
- Chaparro, A. "Au Pérou, Dina Boluarte, appelle à une trêve, accuse des « groupes violents » de « générer le chaos » et ne reconnaît aucune responsabilité dans les morts", *Le Monde*. 2 février 2023.

◦ Taiwan : un nouvel espoir en Amériques ?

- E. Hale. « Taiwan President Tsai's controversial trip to Central America », *Al Jazeera*. 28 mars 2023
- S. McCarty. « Taiwan's defiant leader departs for New York to start Central American trip », *CNN*. 29 mars 2023.
- RC. Berg & W Mowla "Taiwan's Future in Latin America and the Caribbean", *The Diplomat*. 1er Septembre 2022.
- E. Feng & J. Ruwitch. "Taiwan's president arrives in the U.S. amid warnings from China", *NPR*. 30 mars 2023.

◦ Équateur: à l'assaut de Lasso

- Ecuador's top court says Lasso impeachment hearings can proceed | Reuters
- Avanza el juicio político contra Guillermo Lasso: de qué se lo acusa al presidente de Ecuador | La Corte le dio luz verde este miércoles | Página12
- Ecuador: asesinan a Rubén Cherres, personaje clave del caso que llevó a Lasso a juicio político

• AÉROSPACE

◦ Airbus parvient à guider et à contrôler un drone de manière autonome en vol à partir d'un avion ravitailleur

- Airbus parvient à guider et à contrôler un drone de manière autonome en vol à partir d'un avion ravitailleur - Aeroweb, David Dagouret
- Airbus réussit le contrôle des drones depuis un A310 MRTT sans interaction humaine - Le journal de l'aviation, Emilie Drab

• ARMEMENT

◦ Le Rafale qualifié au standard F4.1

- La DGA qualifie le Rafale au standard F4.1 | Ministère des Armées (defense.gouv.fr), 27 mars 2023
- Le CEAM réceptionne le premier Rafale au standard F4.1 | Armée de l'air (defense.gouv.fr), 3 mars 2023
- Le Rafale porté au standard F4.1 a été qualifié par la Direction générale de l'armement - Zone Militaire (opex360.com), Laurent Lagneau, 27 mars 2023



SUIVEZ DEF'INSEEC SUR

